

L'AVENIR DES LANCEURS SPATIAUX DOIT ETRE DECIDE DEMOCRATIQUEMENT

L'Europe spatiale est engagée depuis plusieurs années dans la définition de sa politique d'ensemble pour les lanceurs spatiaux des prochaines décennies. Considérée par la Conférence Interministérielle de l'Europe spatiale de Novembre 2012 à Naples comme la dernière ligne droite, une réunion dite « informelle » rassemblant les ministres de tutelle des différents pays impliqués dans l'Europe spatiale s'est tenue le 8 Juillet 2014 à Genève. Selon les commentateurs et les media spécialisées, elle n'aurait pas permis d'arbitrer entre les différents montages industriels, techniques et financiers mis sur la table. Principalement, deux propositions ont été avancées : l'une basée sur le principe d'un lanceur unique avec une place renforcé pour la propulsion à poudre, permettant de propulser une charge de 3 à 6,5 tonnes, et conservant pour le CNES ses prérogatives actuelles au côté de l'ESA, l'autre annoncée tout récemment à grand fracas médiatique, basé sur une Société commune constituée entre les Groupes SAFRAN et AIRBUS Group, et sur un lanceur dérivé du lanceur Ariane 5 actuel, visant des charges allant jusqu'à 8,5 tonnes, mais déposant de manière extrêmement brutale le CNES et ARIANESPACE de leurs prérogatives, c'est-à-dire ouvrant la porte à une privatisation de l'ensemble de l'industrie spatiale. A l'issue de la réunion de Genève, il semblait qu'aucune des deux propositions n'entraient dans le cadrage technique mais surtout financier issus de la Conférence Interministérielle de Naples.

Du 26 Mai au 16 Juin une occasion ratée :

Or, le 26 Mai dernier se tenait à l'Assemblée Nationale, en commission, une réunion publique, à l'initiative du Groupe GDR et de son président André Chassaigne (PCF) au cours de laquelle le président du GIFAS était invité à présenter les axes stratégiques prévus dans la filière aéronautique et spatiale pour la période à venir, et où tous les groupes parlementaires étaient représentés. Le président du GIFAS n'a à aucun moment laissé entendre qu'une décision se préparait sur la filière spatiale.

Mais le 16 Juin, soit moins de 4 semaines plus tard, sous la bénédiction de l'Elysée, les 2 PDG des Groupes SAFRAN et AIRBUS Group présentaient leur version d'un montage industriel et financier correspondant à leur « solution ». Autant dire que la Représentation Nationale est considérée comme quantité négligeable. C'est inacceptable.

Ce que visent les industriels

Or, nous considérons que ce projet est d'une grande gravité. En effet, si quelques avancées sont à noter dans la recherche de la complémentarité entre les différentes filières de propulsion solide et liquide, d'autres aspects de ce projet sont extrêmement inquiétants : le projet industriel laisse l'industrie spatiale seule face aux pressions financières qui ne manqueront pas de croître dans le cadre d'une concurrence exacerbée au niveau mondial, avec le désengagement des Etats qui se profilent selon les directives-mêmes de la Conférence interministérielle européenne qui s'est tenue à Naples en 2012, le démantèlement d'AVIO, celui du CNES et d'ARIANESPACE qui, dans les faits, passent sous tutelle des industriels, ce qui revient, dans les faits à une privatisation de l'ensemble de la filière spatiale.

TOUT CECI EST INACCEPTABLE ET LOURD DE DANGER.

Au-delà des apparences, l'avenir de sites tels que Snecma Vernon, Airbus Les Mureaux ou encore ceux de SAFRAN Herakles en sortent affaiblis

Dans ce contexte extrêmement préoccupant, le Collectif National Aéronautique et Spatial du PCF a examiné la situation et considère qu'il n'est ni possible ni souhaitable d'en rester là pour plusieurs raisons :

- Les salariés ne peuvent être laissés seuls face aux financiers qui fixent des objectifs exorbitants à l'Industrie Spatiale,
- La Représentation Nationale ne peut être mise à l'écart des grandes décisions concernant l'Europe Spatiale,
- L'industrie spatiale française doit continuer à jouer son rôle de leader dans le peloton de tête de l'Europe Spatiale.

Conscient des enjeux, en lien avec le Groupe GDR de l'Assemblée Nationale, il propose une pétition nationale demandant une Enquête Parlementaire sur l'ensemble des questions aéronautiques et spatiales. C'est cette pétition que

vous trouverez au verso, que nous mettons à votre disposition.. **Toutes les pétitions ainsi collectées seront transmises à la présidence du Groupe GDR de l'Assemblée Nationale.**

PETITION POUR UNE DEMANDE D'ENQUETE PARLEMENTAIRE CONCERNANT LA FILIERE DE L'AERONAUTIQUE ET DU SPATIAL

Nous soussignés, salariés d'Entreprises de la filière Aéronautique et Spatiale ou habitants d'un bassin d'emploi concerné par ce secteur d'activité, avons pleinement conscience que, sous l'effet de l'accroissement des besoins de développement de l'humanité à travers le monde sous toutes les formes (transport aérien, moyens de communications, ... toujours plus rapides, performants et sûrs), les besoins de développement de l'industrie aéronautique et spatiale sont extrêmement importants, comme le confirment les carnets de commandes d'avions ou de satellites.

C'est dire que ce secteur d'activités peut et doit être mis au service de l'emploi et du progrès social, ce qui suppose que les investissements matériels et humains doivent être à la hauteur pour y répondre. Ce qui doit, en particulier, conduire à des plans d'embauche et de formation dans tous les secteurs concernés, sans exclure aucune catégorie de salariés ou de qualification : **renforcer les Entreprises et les sites existant en professionnels compétents avec des statuts stables et bien rémunérés, voilà ce qui permettrait de répondre aux défis posés. Investir dans de nouvelles surfaces de production, d'étude, de maintenance partout où c'est nécessaire, voilà l'enjeu.**

Pourtant, un certain nombre de mesures prises récemment par les pouvoirs publics ou par les dirigeants de certains groupes accompagnés de déclarations inquiétantes de leur part montrent une toute autre préoccupation : 5800 suppressions d'emplois dont 1800 en France chez AIRBUS Group, démantèlement de la firme italienne AVIO et cession de la partie aéronautique à une firme américaine, désengagement de l'Etat chez SAFRAN et AIRBUS Group, réduction de coûts chez THALES, restructuration autoritaire, privatisation et menace sur la pérennité des investissements dans le Spatial, croissance externe multiples à seul but financier (ZODIAC, ...), conditions de travail dégradées dans la plupart des Entreprises ...

Contrairement à ce qui se dit, des médias publics aux moyens de communications de toute nature émanant pour la plus part, des dirigeants des grands groupes, TOUT NE VA PAS BIEN dans les Entreprises de la filière.

Afin :

- **que la Représentation Nationale soit informée véritablement sur la réalité que nous vivons en lien avec ce secteur d'activité,**
- **qu'elle modifie les politiques en cours qui confortent la primauté des ratios financiers sur les besoins collectifs et humains,**

Nous demandons la mise en place d'une Enquête Parlementaire sous l'égide de l'Assemblée Nationale, outil permettant aux députés de définir des actions et des interventions qui puissent prendre en compte les propositions formulés par les salariés et leurs représentants, les habitants des bassins d'emploi et leurs élus.

NOMS	PRENOMS	ENTREPRISES ou COMMUNE	SIGNATURES

A retourner à : Collectif National AERO, PCF, 2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris. (01 4040 1215).